

Les pays les plus vulnérables au changement climatique le sont également aux conflits (ONU)

11 juillet 2018

Changement climatique

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a tenu mercredi un débat sur les menaces croissantes que présente le changement climatique à la sécurité internationale, comme par exemple dans la région du lac Tchad, en Afrique.

La semaine dernière, la Ministre des affaires étrangères de la Suède, Margot Wallström, s'est rendue au Tchad et au Niger, deux pays du bassin du lac Tchad affectés par le changement climatique et l'insécurité.

Au cours de cette mission menée avec l'ONU et l'Union africaine, la cheffe de la diplomatie suédoise a rencontré des hommes et femmes confrontés au quotidien aux conséquences du changement climatique sur la paix et la sécurité.

« Ces gens sont des migrants et des réfugiés déplacés du fait de la sécheresse et des inondations. Des chefs de famille qui ne peuvent plus nourrir les leurs du fait que, comme le lac Tchad, leurs moyens de subsistance traditionnels, que ce soit la pêche ou l'agriculture, se sont évaporés, contribuant à exacerber les tensions », a déclaré Mme Wallström devant le Conseil de sécurité présidé par la Suède pendant le mois de juillet.

Lors de sa mission dans la région du lac Tchad, la Ministre a également rencontré des femmes œuvrant au sein de leurs communautés pour empêcher que les jeunes ne soient victimes de la radicalisation des groupes qui ciblent les plus vulnérables.

Le dernier débat du Conseil de sécurité consacrée aux liens entre le changement climatique et la sécurité date de 2011. Pour Mme Wallström, « il est temps pour le Conseil de sécurité de se mettre à jour des réalités du terrain qui changent ».

Et « la réalité aujourd'hui est très différente », a pour sa part souligné la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina J. Mohammed, qui revient également du bassin du lac Tchad, une région qui vit une crise liée à une combinaison de facteurs politiques, socioéconomiques, humanitaires et environnementaux.

La réduction drastique de la superficie du lac Tchad de plus de 90% depuis 1960 a conduit à la dégradation de l'environnement, à la marginalisation socioéconomique et

à l'insécurité, des conséquences affectant 45 millions de personnes. La marginalisation socioéconomique a ainsi exposé les populations, notamment les jeunes, au risque de l'extrémisme violent et a offert un terreau fertile à leur recrutement par des groupes tels que Boko Haram.

Mme Mohammed a souligné que les actions de Boko Haram dans le nord-est du Nigéria, au Cameroun, au Tchad, au Niger a causé le déplacement de plus de 10 millions de personnes, sans mentionner la destruction des infrastructures de base, sanitaires, éducationnelles, commerciales, tout comme des habitations privées et des biens agricoles.

Pour la numéro deux de l'ONU, la situation dans le bassin du lac Tchad montre que les impacts des changements climatiques vont au-delà du domaine environnemental.

« Ce n'est pas une coïncidence de voir que les pays les plus vulnérables aux changements climatiques sont le plus souvent les plus vulnérables aux conflits », a dit Mme Mohammed. Ces pays fragiles courent le risque de rester coincés dans un cycle de conflits et de catastrophes climatiques, a-t-elle déclaré, avertissant que lorsque la résilience s'érode, les communautés peuvent être déplacées et exposées à l'exploitation.

Le changement climatique, « multiplicateur de menaces »

Le changement climatique est l'une des raisons, parmi un faisceau de facteurs pouvant conduire aux conflits. Mais parmi tous ces facteurs, le changement climatique représente un « multiplicateur de menaces », ajoutant plus de stress à des situations politiques, sociales et économiques déjà préoccupantes.

Pour la Vice-Secrétaire générale, les évaluations de risques climatiques et les rapports locaux, nationaux et régionaux devraient être considérés comme des signes précoces de prévention de conflit.

Même si les changements climatiques n'affectent pas toutes les régions de la même manière, Mme Mohammed a noté qu'aucun pays ne sera épargné de ses conséquences sur le long terme.

La numéro deux de l'ONU a souligné que l'ensemble du système des Nations Unies est mobilisé sur plusieurs fronts pour combattre les risques, mais « nous devons donc agir ensemble, avec une vision commune et un engagement en faveur de la coopération multilatérale. C'est notre seule chance de pouvoir trouver des solutions efficaces à ce défi », a-t-elle assuré.

Alors que le changement climatique avance à grand pas, la Vice-Secrétaire générale a appelé le Conseil de sécurité à agir pour que l'humanité ne soit pas prise de vitesse.